



La contribution suisse à l'élargissement

Bilan des programmes dans l'UE-12



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Photo de couverture (g.) : En Bulgarie, la Suisse a mis son expertise au service de la réforme du système de formation duale. Le nouveau modèle de formation professionnelle prévoit davantage de pratique et l'implication active des entreprises. Plus de 170 d'entre elles sont ainsi associées à la mise au point des cursus d'apprentissage et s'investissent dans la formation continue des enseignants ou dans les ateliers. © DDC

Photo de couverture (d.) : En Estonie, en Hongrie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, la Suisse a promu l'utilisation des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Au total, elle a investi quelque 200 millions de francs pour soutenir des projets dans ce domaine. Ces mesures permettent de réduire les émissions de dioxyde de carbone d'environ 100 000 t par an. © SECO

Chère lectrice, cher lecteur,

Entre juin 2017 et décembre 2019, la période de mise en œuvre de la contribution suisse à l'élargissement – qui s'étend sur dix ans – est arrivée à son terme pour douze des treize pays ayant rejoint l'UE depuis 2004 (ci-après, États de l'UE-12). La Croatie, dont l'adhésion a été plus tardive, est le seul pays où des projets financés par la contribution à l'élargissement sont encore en cours, et ce jusqu'en 2024. Dans les États de l'UE-12, la Suisse a, depuis 2007, soutenu 249 projets et fonds thématiques pour un montant total de 1,257 milliard de francs. Le présent rapport annuel dresse le bilan du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et de la Direction du développement et de la coopération (DDC) : la contribution a-t-elle permis de soutenir efficacement la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'UE ?

Les résultats de la collaboration sont éloquentes : dans le domaine de l'environnement, les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables permettent de réduire les émissions de CO₂ de quelque 100 000 t par an, les transports publics ont été rendus plus attrayants et 130 000 t d'amiante ont été traitées et éliminées. Les projets visant à promouvoir la croissance économique ont généré plus de 8000 emplois et, grâce à 128 partenariats de recherche entre la Suisse et les États

de l'UE-12, 30 brevets ont été déposés. La Suisse a également apporté sa pierre à l'édifice social : à titre d'exemple, plus de 100 000 Roms ont bénéficié d'un meilleur accès aux établissements de soins et de formation. Au chapitre de la sécurité publique, des équipes policières d'intervention mobiles le long de la frontière extérieure de l'espace Schengen ont reçu une centaine de véhicules spéciaux et investi dans des mesures de formation continue. Sur le plan de la société civile, la Suisse a soutenu plus de 900 projets émanant d'ONG, en particulier dans la protection de l'environnement et la santé.

Cette contribution à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité de l'Europe est dans l'intérêt de la Suisse. Notre pays est vu comme un partenaire fiable et novateur qui s'implique de manière constructive dans les enjeux européens de dimension internationale. N'oublions pas que derrière les chiffres, il y a toujours des hommes et des femmes, qui ont pu concrétiser leurs idées et gagner en qualité de vie. Bon nombre de partenariats ont vu le jour dans le cadre de la contribution suisse, comme autant d'attaches qui continueront d'unir la Suisse et ses pays partenaires de l'UE.

Bonne lecture !



Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch

Secrétaire d'État
Directrice du SECO



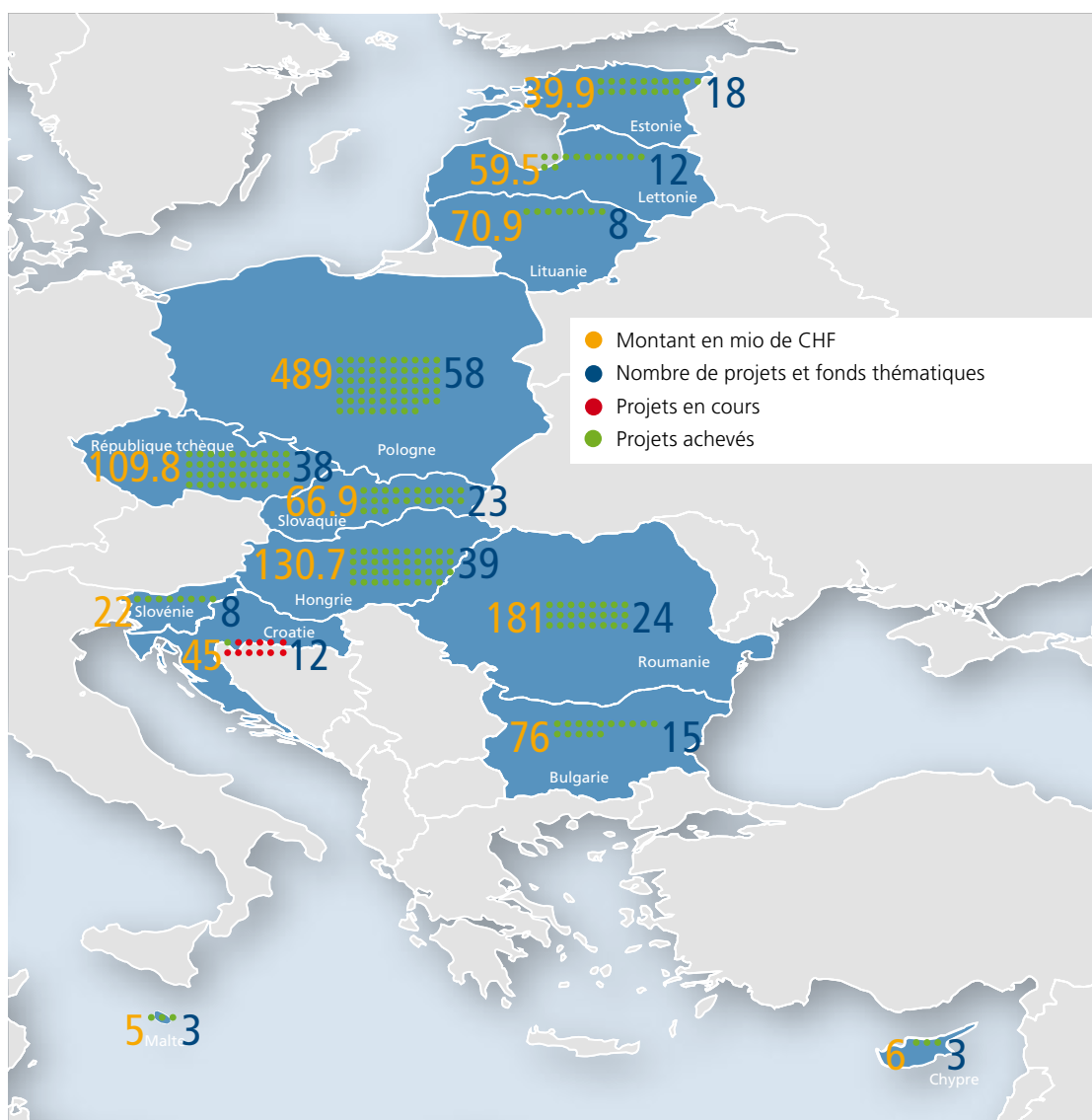
Manuel Sager

Ambassadeur
Directeur de la DDC

La contribution à l'élargissement en bref

Au titre de la contribution à l'élargissement, qui représente en tout 1,302 milliard de francs, la Suisse soutient de manière autonome des projets bilatéraux dans les 13 pays ayant adhéré à l'UE depuis 2004, afin de réduire les disparités économiques et sociales dans l'Europe élargie. La contribution à l'élargissement repose sur la votation populaire de 2006, lors de laquelle le peuple suisse a accepté la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est.

La contribution à l'élargissement est l'une des pierres angulaires de la politique européenne de la Suisse. Elle est un geste de solidarité et de responsabilité, mais sert aussi les intérêts de la Suisse, puisqu'elle améliore l'image de notre pays ; les projets permettent en outre de promouvoir un grand nombre de partenariats qui, à leur tour, sont un bon moyen de renforcer les relations avec l'UE et ses nouveaux États membres. Cette coopération améliore les chances des entrepreneurs suisses participant à des marchés publics dans l'UE, et permet d'œuvrer à la résolution d'enjeux transnationaux, tels que la protection du climat ou la lutte contre la criminalité organisée.

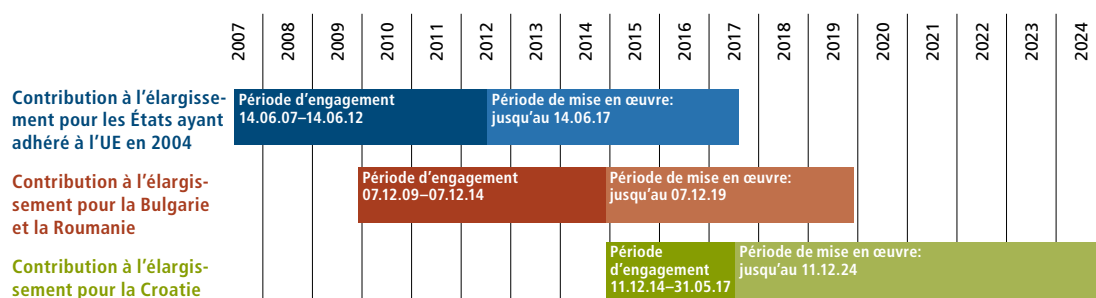


La répartition de la contribution suisse à l'élargissement entre les 13 États partenaires est définie en fonction du poids démographique et du revenu par habitant. La Suisse choisit en concertation avec les pays partenaires et indépendamment de l'UE les projets qu'elle soutient.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque ont mené leurs projets à terme en 2017. La Bulgarie et la Roumanie ont fait de même en décembre 2019. Désormais, seule la Croatie compte encore des projets en phase de mise en œuvre.

Calendrier de la contribution à l'élargissement

Figure 1 : Les projets de la contribution à l'élargissement doivent aboutir dans un délai de 10 ans. Les projets sont sélectionnés au cours de la période d'engagement ; ils sont ensuite menés à bien durant la période de mise en œuvre.



La contribution à l'élargissement en chiffres :

1,302 milliard de francs destinés à réduire les disparités économiques et sociales dans l'UE élargie

13 pays partenaires : Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et République tchèque

5 objectifs assignés aux projets : favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail ; accroître la sécurité sociale ; protéger l'environnement ; accroître la sécurité publique ; renforcer la société civile

10 % de la contribution à l'élargissement ont profité aux entreprises, hautes écoles et autres institutions suisses impliquées dans les programmes

Contribution à l'élargissement : poursuivre sur la lancée

Les audits réalisés ces dernières années par le Contrôle fédéral des finances (CDF) et une évaluation externe indépendante confirment que le concept de la contribution à l'élargissement donne de bons résultats et que la mise en œuvre a suivi. L'évaluation conclut que la mise en œuvre est un succès et que les projets favorisent le développement économique et social des 13 pays partenaires. Dans la grande majorité des projets, les objectifs sont atteints, voire dépassés.

Dans l'optique d'une deuxième contribution, l'évaluation formule en particulier les recommandations suivantes :

- › Se concentrer davantage sur des thèmes et des régions spécifiques ;
- › Simplifier la procédure d'approbation des projets, sans nuire à la qualité ;
- › Clarifier les directives et alléger le système de rapport au niveau des projets ;
- › Renforcer les mesures de communication dans les pays partenaires.

La DDC et le SECO perçoivent le potentiel d'amélioration et entendent l'exploiter.

Résultats dans les États de l'UE-12

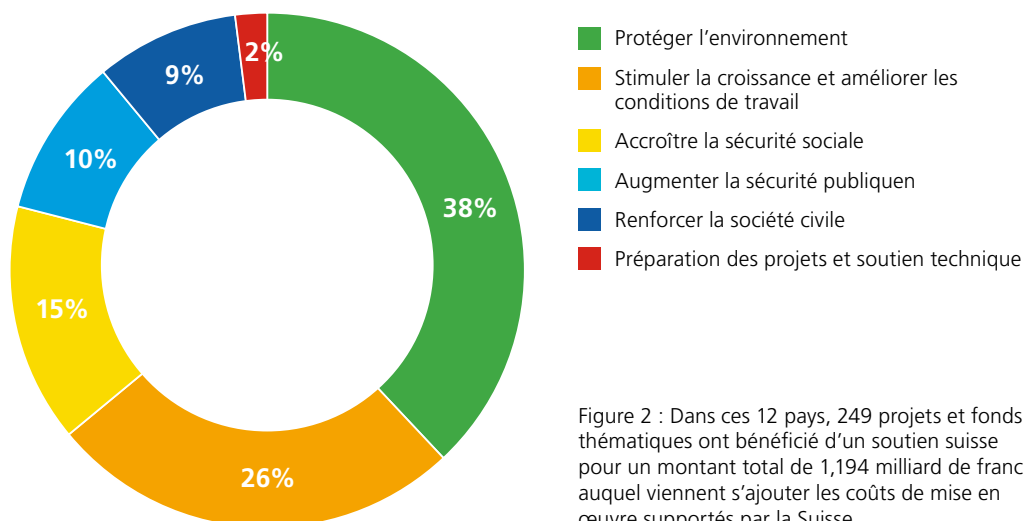
Les 5 objectifs de la contribution à l'élargissement

La contribution à l'élargissement œuvre à l'atténuation des disparités économiques et sociales dans l'UE élargie ; elle mise sur une meilleure protection de l'environnement et la promotion de la croissance économique. Ses autres champs d'action sont la sécurité sociale, la sécurité publique et le renforcement de la société civile.

Les programmes par pays dans l'UE-12 sont achevés depuis 2019. La Suisse a sensiblement contribué à résoudre des problèmes dans les différents champs d'action ; elle a notamment permis d'améliorer la qualité de vie de nombreuses personnes. Les résultats

obtenus dans beaucoup de projets servent d'exemple pour d'autres régions et constituent la base de réformes systémiques et politiques plus poussées dans les pays partenaires. Les statistiques économiques ne permettent pas réellement de quantifier les effets de la contribution à l'élargissement, mais, globalement, les programmes et projets financés par la contribution à l'élargissement participent à la réduction des inégalités au sein de l'UE élargie, comme le montrent les exemples présentés dans les pages suivantes. L'annexe au présent rapport détaille quelques-uns des différents projets.

Répartition de la contribution à l'élargissement en faveur des États de l'UE-12 selon les objectifs visés.



Protéger l'environnement ■

Dans les États de l'UE-12, environ 450,7 millions de francs ont été affectés à des projets en faveur de la protection de l'environnement. Ils comprennent des projets d'infrastructure qui visent à promouvoir l'efficacité énergétique, le recours aux énergies renouvelables, les transports publics, l'élimination des déchets spéciaux, l'épuration des eaux usées, l'alimentation en eau potable et la surveillance de l'environnement. La pollution de l'environnement et le changement climatique franchissant les frontières, ces projets présentent également un intérêt pour la Suisse. Ils ouvrent en outre de nouveaux marchés pour notre pays, qui est l'un des leaders en matière de technologies propres.



Efficacité énergétique et énergies renouvelables : grâce à la contribution à l'élargissement, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables ont été accrus dans 25 000 logements et environ 500 bâtiments officiels en Estonie, en Hongrie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie. En Pologne, une centrale de chauffage à biomasse a été construite et le système de chauffage de Varsovie a bénéficié d'un assainissement énergétique. En Slovaquie, une paroi antibruit a été recouverte de cellules photovoltaïques. Les mesures déployées permettent de réduire de plus de 100 000 t par an les émissions de dioxyde de carbone. La sensibilisation de la population à la protection du climat et les échanges avec les experts suisses formaient un autre volet important de ces projets.

Contribution aux États de l'UE-12 : 196,6 millions de francs.



Transports publics : en Bulgarie, en Pologne, en Roumanie et en République tchèque, les services aux usagers ont été améliorés. De nouveaux trains, gares, lignes de tramway et de trolleybus ainsi que des arrêts de tram ont été financés. La Suisse a également soutenu des études et des projets de planification pour une mobilité durable, ainsi que des échanges avec des experts suisses. L'utilisation accrue des transports publics contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer la qualité de l'air dans les localités concernées. Des entreprises suisses ont décroché des commandes d'une valeur de plusieurs millions de francs grâce aux projets de transport.

Contribution aux États de l'UE-12 : 78,6 millions de francs.



Élimination des déchets : 44 000 ménages polonais ont assaini les toitures de leur maison, évacuant 130 000 t de matériaux contenant de l'amiante, qui ont pu être éliminés durablement et dans le respect de l'environnement ; 5 communes ont par ailleurs participé à la construction d'une nouvelle installation d'élimination et ont assaini 4 décharges. En Lettonie, dans la zone portuaire de Riga, du pétrole en suspension dans l'eau a été retiré par pompage et le sol pollué a été évacué. Ces interventions ont permis de réduire de 60 à 70 % la pollution des nappes phréatiques. Les conseils prodigués par les experts suisses, les échanges avec eux et une technologie suisse pour surveiller l'assainissement ont concouru au succès du projet. En Bulgarie, la Suisse a soutenu l'élimination de quelque 3800 t de pesticides toxiques datant de l'époque communiste, conservés dans des entrepôts qui menaçaient de tomber en ruine. Pour être éliminés correctement, ils ont été transportés et incinérés de manière adéquate par des entreprises spécialisées, notamment en Suisse. Par ailleurs, cinq communes bulgares ont créé des points de collecte destinés aux déchets spéciaux des ménages.

Contribution aux États de l'UE-12 : 76,2 millions de francs.



Épuration des eaux usées : 90 km de canalisations ont été construites ou modernisées dans 8 communes slovaques, ce qui a permis de raccorder 10 000 personnes au réseau. Les progrès bénéficient à la fois à la protection des eaux et aux conditions de vie dans les communes concernées. À Chypre, la construction d'une station d'épuration pour le traitement des boues industrielles et domestiques a permis de réduire la pollution de l'environnement.

Contribution aux États de l'UE-12 : 30,9 millions de francs.



Alimentation en eau potable : en Hongrie, 150 km de canalisations ont été rénovées ou construites, ce dont profitent 200 000 personnes, qui ont accès à une eau de meilleure qualité et paient moins de frais d'entretien.

Contribution aux États de l'UE-12 : 24,9 millions de francs.



Diversité biologique : entre autres mesures, la protection de 4000 ha de sites naturels se traduit par une diversification de la faune et de la flore en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et en République tchèque. Souvent, des partenariats avec des organisations de protection de la nature suisses ont vu le jour. Des milliers de personnes issues de l'administration et des domaines de l'agriculture et de l'économie forestière ont en outre suivi une formation. Certains pays ont particulièrement tenu à sensibiliser les enfants fréquentant l'école primaire. En Hongrie, plus de 200 000 enfants et jeunes ont été directement impliqués dans des activités de protection de la nature.

Contribution aux États de l'UE-12 : 24,1 millions de francs.



Surveillance de l'environnement : en Estonie et en Hongrie, la modernisation des laboratoires et des stations de mesure de 16 services d'inspection, agences et instituts de recherche permet de mieux surveiller les décharges, la qualité de l'eau et de l'air, ainsi que la radioactivité, et de mieux prévenir les dangers naturels. Aussi fiables qu'exhaustives, les données ainsi collectées non seulement sont nécessaires pour appliquer les directives de l'UE, mais fournissent aussi des bases solides aux autorités afin qu'elles puissent prendre des décisions pertinentes pour protéger l'environnement. Les projets ont favorisé les échanges avec les experts suisses. Une entreprise suisse a par ailleurs reçu une commande de matériel et de logiciels pour effectuer des mesures GPS en temps réel.

Contribution aux États de l'UE-12 : 19,3 millions de francs.

« Le projet améliorera la qualité de vie des gens. » Miroslav Michalka, maire slovaque, à propos de la modernisation du système d'épuration des eaux usées dans 8 communes de Slovaquie.

En Lettonie, dans la zone portuaire de Riga, 1700 t de pétrole en suspension dans l'eau ont été retirées par pompage et 7000 t de sol pollué ont été évacuées. C'est le double de ce qui était prévu initialement. La pollution des nappes phréatiques a diminué de 60 à 70 %. © SECO



«Toute la région a désormais pris conscience de l'intérêt des énergies renouvelables.»
Rok Šimenc, directeur de l'agence de développement régional BSC Kranj, à propos de la campagne d'information organisée dans le cadre des projets énergétiques menés en Slovénie

En Pologne, la Suisse a soutenu 10 projets en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Plusieurs écoles ont organisé des modules pédagogiques sur le sujet. La photo montre la remise des prix aux enfants ayant participé à un concours d'art sur le thème de l'énergie solaire. © SECO



« La sécurité a été renforcée grâce à la rénovation des voies et des passages à niveau et les nouveaux trains sont adaptés aux besoins des personnes handicapées et à mobilité réduite. Tous ces éléments améliorent l'image du réseau ferroviaire régional à Varsovie et concourent à la satisfaction des usagers. » Jolanta Dałek, directrice économique et financière des trains régionaux de la capitale polonaise

Vingt-huit trams bâlois circulent à Sofia. Les collaborateurs des transports publics de la cité rhénane ont formé leurs homologues bulgares à l'entretien et à l'exploitation des véhicules. © SECO



Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail ■

Dans les États de l'UE-12, la Suisse a versé au total 317,4 millions de francs en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de travail. Les projets soutenus portent en particulier sur l'accès des PME au financement à long terme, des programmes de recherche et de bourses d'études, l'appui aux régions structurellement faibles, l'application de normes internationales dans la présentation des comptes, la promotion de la formation professionnelle et la responsabilité sociétale des entreprises. L'économie d'exportation et les investisseurs suisses profitent eux aussi de l'accès aux marchés est-européens, en plein essor, et d'un contexte propice à l'établissement de nouvelles relations commerciales, ce qui contribue en fin de compte à préserver des emplois en Suisse. Par ailleurs, l'accent mis sur la coopération bilatérale en matière de recherche dans le cadre de la contribution à l'élargissement renforce le pôle de recherche suisse.



Accès au financement pour les PME : grâce à la contribution à l'élargissement, plus de 2500 entreprises de Hongrie, de Lettonie, de Pologne, de Roumanie et de République tchèque ont bénéficié de crédits, de capital-risque et de garanties de crédits d'investissement, ce qui a permis de créer environ 7000 emplois. Les fonds continueront d'être alimentés (par les remboursements des crédits) une fois le programme achevé, ce qui permettra de continuer à maintenir ou à créer des emplois. Les projets ont également généré des débouchés commerciaux pour un fonds d'investissement suisse.

Contribution aux États de l'UE-12 : 110,6 millions de francs.



Recherche et développement : la Suisse a financé 128 partenariats de recherche, permettant ainsi le dépôt de 30 brevets. Certains thèmes scientifiques (environnement ou santé, p. ex.) ont fait l'objet d'une recherche fondamentale de haut niveau, un atout distinctif essentiel pour la création d'entreprises et d'emplois intéressants. Quelque 655 jeunes scientifiques ont en outre pu séjourner en Suisse pendant plusieurs mois entre 2011 et 2019 à des fins de recherche. Les partenariats ont, dans l'ensemble, permis des avancées notables dans l'identification de solutions à des questions globales comme le stockage des déchets radioactifs ou l'étude de la douleur. Rien d'étonnant, donc, aux réactions positives de la communauté internationale des chercheurs en réponse aux publications des institutions partenaires dans des revues de renom. Il s'agit là d'une autre manière pour les chercheurs de maintenir leur réseau de relations internationales. Tous ces éléments ont contribué à créer des conditions propices à des échanges durables de connaissances avec la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque.

Contribution aux États de l'UE-12 : 107,3 millions de francs.



Développement régional et création d'emplois : la Suisse a contribué au développement économique dans des régions structurellement faibles en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie. Dans 15 projets au total, plus de 24 000 personnes ont été formées, quelque 160 entreprises ont été créées et 900 emplois ont vu le jour, sans compter les 1000 petites entreprises locales et agricoles qui ont été soutenues. L'aménagement d'infrastructures sportives et culturelles ainsi que la mise en place de centres touristiques dotés de systèmes d'information modernes accroissent l'attrait touristique des régions.

Contribution aux États de l'UE-12 : 60,9 millions de francs.



Réglementation du secteur financier : la contribution à l'élargissement a financé la formation continue de membres des autorités et d'associations en vue d'assurer l'application de normes internationales régissant la présentation et la vérification des comptes. Dans le cadre de ces projets, les échanges d'expériences internationaux, notamment avec des organes de surveillance suisses, ont revêtu une importance particulière. Une présentation des comptes uniforme au niveau international et des audits transparents améliorent le climat d'investissement et la stabilité du secteur financier en Estonie, en Lettonie, en Pologne, en Slovénie et en République tchèque. Un autre projet vise à augmenter la sécurité des données au sein du Ministère des finances roumain.

Contribution aux États de l'UE-12 : 20,4 millions de francs.



Formation professionnelle : les programmes de formation professionnelle en Bulgarie, à Chypre, en Roumanie et en Slovaquie facilitent l'entrée des jeunes dans la vie active et participent à réduire le chômage de cette catégorie d'actifs. En Slovaquie, 440 jeunes ont achevé les programmes de formation ancrés dans la pratique qui ont été développés grâce à la contribution à l'élargissement. Vu les résultats positifs des projets mis en œuvre, le gouvernement slovaque a créé une base légale nationale visant la mise en place d'un système de formation professionnelle duale qui s'inspire du modèle suisse. En Bulgarie, la Suisse a soutenu une réforme de la formation professionnelle visant à mieux répondre aux exigences du marché du travail. Désormais, le secteur privé est associé à l'élaboration des cursus et la formation en entreprise a été introduite; 32 écoles professionnelles encadrant plus de 1600 élèves participent à ces programmes. En Roumanie, plus de 9000 élèves ont pris part à des formations visant à les préparer à entrer dans la vie professionnelle.

Contribution aux États de l'UE-12 : 10,4 millions de francs.



Promotion des exportations des PME : grâce à des formations, à des analyses de produit et à de nouveaux critères d'assurance qualité, quelque 80 PME roumaines actives dans l'agriculture biologique et la production de meubles en bois ont été préparées à faire face à la concurrence internationale. Des projets pilotes ont par ailleurs été lancés dans 177 PME polonaises afin de renforcer la responsabilité sociétale des entreprises.

Contribution aux États de l'UE-12 : 7,4 millions de francs.



Marchés publics : en Bulgarie, l'établissement d'un nouveau manuel, l'organisation de formations et des échanges de connaissances avec les autorités suisses ont permis de créer des conditions plus favorables à des marchés publics durables.

Contribution aux États de l'UE-12 : 0,5 million de francs.

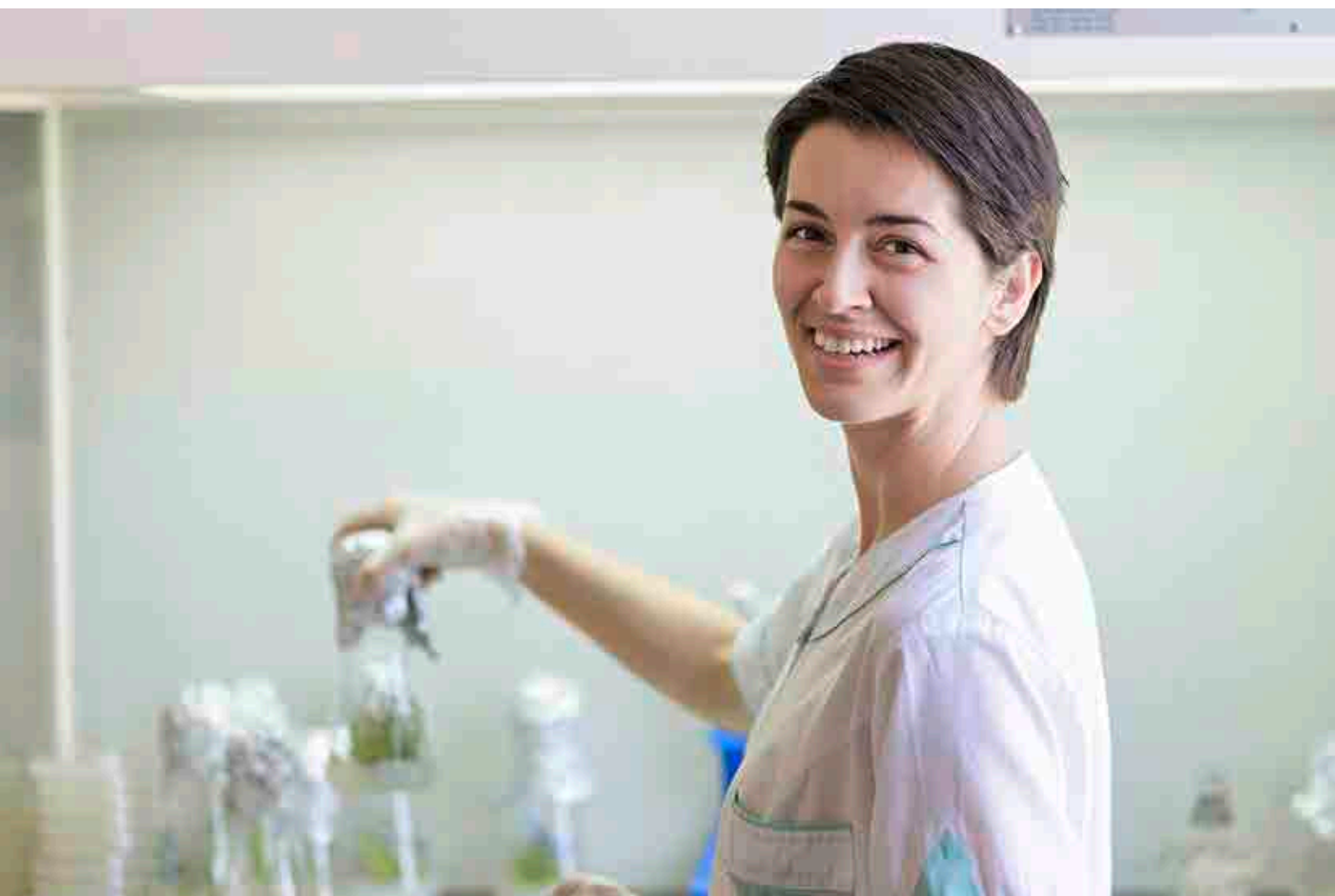
« Parfois, le manque de ressources financières est le seul obstacle à la réalisation des idées. » Rolands Paņko, président du conseil d'administration de la banque de développement lettone Altum, à propos du programme de microcrédit cofinancé par la Suisse

Grâce au financement d'un fonds de capital-risque hongrois, une entreprise a mis au point un scalpel « intelligent » qui facilite l'analyse des tissus pendant les opérations. Le soutien de PME par le biais de microcrédits, de capital-risque et de garanties a permis de créer 7000 emplois en Hongrie, en Lettonie, en Pologne, en Roumanie et en République tchèque. © SECO



« Grâce à mon séjour en Suisse, j'ai pu étendre mon domaine de recherche. J'ai découvert des techniques et des méthodes de recherche encore inconnues à l'époque en Hongrie. »
Peter Matus, post-doctorant hongrois, à propos du programme de bourses d'études suisse SCIEX

128 partenariats de recherche bilatéraux ont permis le dépôt de 30 brevets en Bulgarie, en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, à Malte, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en Slovénie et en République tchèque. © DDC



Accroître la sécurité sociale ■

Une vaste palette de mesures visant à améliorer la sécurité sociale a été financée à hauteur de 176,6 millions de francs. Les bénéficiaires sont avant tout les personnes âgées, les malades, les personnes handicapées et les groupes défavorisés tels que les Roms. L'égalité des chances et l'intégration désamorcent les tensions sociales. Les projets relevant du domaine de la santé ont par ailleurs ouvert des portes pour l'industrie suisse des technologies médicales.



Services sociaux pour groupes défavorisés : en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie, plus de 100 000 Roms bénéficient d'un meilleur accès aux établissements de formation ou de soins. Rénovations, équipement et formation continue améliorent la qualité de vie dans 50 établissements polonais, slovaques et tchèques accueillant des personnes âgées ou handicapées. En Estonie, 14 foyers modernes ont vu le jour pour accueillir environ 95 orphelins dans un environnement protégé. En Lettonie, la Suisse a soutenu 26 centres pour la jeunesse.

Contribution aux États de l'UE-12 : 68,7 millions de francs.



Modernisation d'hôpitaux : la Suisse a équipé 27 maternités lituaniennes avec des appareils médicaux modernes. Plus de 2300 soignants ont participé à des formations. La contribution à l'élargissement s'est inscrite dans le droit fil de l'aide suisse aux pays en transition développée au cours des années 90, qui avait déjà permis d'améliorer la santé des mères et des enfants en Lituanie. Cette assistance globale et de longue durée à la médecine néonatale lituanienne a largement contribué à faire baisser le taux de mortalité infantile, une baisse évaluée à 80 % par rapport à 1992. Grâce à la contribution à l'élargissement, les populations de Malte et de Chypre ont un meilleur accès aux appareils modernes de diagnostic du cancer et de radiothérapie. En Estonie, un appareil locomoteur aide à la rééducation des personnes accidentées. Dans tous ces projets, les partenariats avec des hôpitaux suisses ainsi que la fourniture de dispositifs médicaux suisses ont joué un rôle de grande importance.

Contribution aux États de l'UE-12 : 35,3 millions de francs.



Soins de santé primaires : en République tchèque, la Suisse a financé la rénovation et l'équipement de 9 centres de soins qui accueillent des patients atteints de maladies chroniques ou incurables. Le personnel soignant et des ONG ont pu suivre des cours de formation ou de perfectionnement sur les thèmes des soins palliatifs et de longue durée, ce qui contribue à offrir une vie décente aux personnes âgées nécessitant des soins. Les besoins étaient manifestes dans les régions rurales défavorisées, en particulier. Dans le nord-est de la Hongrie, 50 000 personnes vivant dans des zones reculées ont obtenu un meilleur accès à un nouveau concept de cabinets médicaux. En Bulgarie, un projet pilote a permis de tester un système de soins à domicile inspiré du modèle suisse Spitex. Enfin, en Roumanie, 7 centres communaux proposant des prestations sociales et médicales intégrées ont été édifiés. Ces projets ont également compris la formation de personnel médical.

Contribution aux États de l'UE-12 : 30,4 millions de francs.



Diverses prestations sociales : en Lettonie, 110 nouveaux bus scolaires rendent les trajets plus sûrs pour 9000 élèves vivant dans des hameaux dispersés; 115 anciens établissements scolaires publics de communes reculées ont par ailleurs été équipés d'alarmes incendie, ce qui améliore la sécurité d'environ 14 000 écoliers. En Estonie, la Suisse a modernisé les services d'urgence afin d'optimiser leur vitesse d'intervention ainsi que les soins prodigués aux patients. Une collaboration instaurée entre les services roumains de sauvetage aérien et la Garde aérienne suisse de sauvetage (Rega) a offert à 34 pilotes la possibilité de s'exercer dans différents centres d'entraînement, ce qui a permis d'améliorer la qualité et la sécurité de ces services en Roumanie.

Contribution aux États de l'UE-12 : 25,2 millions de francs.



Prévention : les campagnes de prévention menées par la Pologne sur le thème des soins dentaires, de l'hépatite C et de la consommation d'alcool et de tabac ont touché près de 1,5 million de personnes. Elles ont eu recours à tous les canaux de communication modernes, tels que les médias sociaux et les plateformes internet, afin de sensibiliser le plus grand nombre aux risques liés à ces maladies.

Contribution aux États de l'UE-12 : 17 millions de francs.

Plusieurs programmes, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, promeuvent l'intégration de la population rom en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie. © DDC



« Qu'y a-t-il de plus important que la santé d'une mère et de son nourrisson ? Qu'y a-t-il de plus important que l'arrivée d'une nouvelle vie sur cette terre et la joie d'une jeune maman ? Ces questions rhétoriques n'appellent aucune réponse. Nous souhaitons dire toute notre gratitude à la Suisse. Grâce à son soutien, les hôpitaux lituaniens offrent des conditions excellentes aux femmes enceintes, aux parturientes et à leurs nouveau-nés en termes de confort et de sécurité. » Aurelijus Veryga, ministre de la Santé lituanien, à propos du soutien suisse à 27 hôpitaux de son pays.

En Bulgarie, un projet pilote a permis de tester un système de soins à domicile inspiré du modèle suisse Spitex, et ainsi d'améliorer notablement la qualité de vie de 734 personnes. © DDC



Accroître la sécurité publique

La Suisse a consacré 116 millions de francs aux mesures destinées à sécuriser les frontières et à moderniser le système judiciaire, à la prévention de catastrophes naturelles et à la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. La traite d'êtres humains, la migration irrégulière et la contrebande sont des fléaux internationaux que notre pays souhaite contribuer à combattre.



Sécurité des frontières : 5 postes-frontières en Estonie et en Pologne ont été dotés d'une infrastructure et d'équipements plus performants, ce qui a permis d'optimiser les passages à la frontière. En Bulgarie, la Suisse a soutenu la mise au point d'un système d'information répondant aux normes de l'espace Schengen pour le contrôle aux frontières nationales. Un nouvel outil d'apprentissage en ligne fournit des informations sur l'espace Schengen aux agents de la police bulgare. En collaboration avec des experts suisses, plus de 100 membres des forces de sécurité roumaines ont reçu une formation sur le thème de la migration irrégulière, sur les techniques d'interrogation et sur la détection de documents falsifiés.

Contribution aux États de l'UE-12 : 29,2 millions de francs.



Modernisation du système judiciaire : l'utilisation de technologies de l'information modernes en vue de réaliser des gains d'efficacité dans le système judiciaire est une entreprise paneuropéenne. Dans les 3 États baltes et en Slovaquie, plus de 160 tribunaux et prisons ont été équipés de systèmes modernes de vidéoconférence ou d'enregistrement audio, en partie mobiles. Les palais de justice hongrois ont été dotés de systèmes informatiques plus performants, de détecteurs de métaux et de scanners. En Roumanie, environ 10 000 juges et procureurs ont été formés à l'application des nouvelles lois pénales. En Bulgarie, le droit pénal des mineurs a été modernisé et les locaux des tribunaux ont été améliorés, tout comme la formation du personnel.

Contribution aux États de l'UE-12 : 25,6 millions de francs.



Gestion des catastrophes naturelles et des situations d'urgence : en Hongrie, le gouvernement a grandement amélioré sa capacité de réaction aux inondations par l'achat de digues mobiles gonflables de fabrication suisse et la formation de son personnel. En Pologne et en République tchèque, les autorités ont bénéficié d'un appui pour gérer les urgences et les crises. En Estonie, des experts ont été formés en vue d'améliorer la protection incendie et 175 hôpitaux ont été équipés de couvertures de survie et de literie ignifugée.

Contribution aux États de l'UE-12 : 16 millions de francs.



Sécurité intérieure : la Pologne est parvenue à réduire la mortalité routière de 17 % depuis 2012, notamment grâce aux formations dispensées aux policiers et aux mesures de modération de la circulation routière, qui ont les unes et les autres bénéficié du soutien de la Suisse. Avec l'appui de spécialistes suisses, plusieurs petites villes hongroises et roumaines ont par ailleurs introduit une police de proximité. En Roumanie, quelque 3000 policiers ont été formés à la communication et à la médiation.

Contribution aux États de l'UE-12 : 22,5 millions de francs.



Lutte contre la corruption et la criminalité organisée : plus de 4000 policiers ont pu suivre une formation continue en Bulgarie, en Estonie, en Hongrie, en Roumanie, en Slovaquie et en République tchèque. Parallèlement, les forces d'intervention ont reçu un nouvel équipement technique et les systèmes informatiques d'investigation et d'analyse ont été modernisés. La majorité des projets ont amélioré la collaboration entre autorités judiciaires et services de sécurité nationaux et les ont intégrés dans les réseaux européens. En Bulgarie et en Roumanie, des mesures de lutte contre la traite d'êtres humains ont par ailleurs été mises en place. La collaboration avec les autorités suisses a également été promue.

Contribution aux États de l'UE-12 : 22,7 millions de francs.

« Le nouvel équipement et la formation reçue ont rendu la lutte contre la criminalité organisée en Estonie et à la frontière extérieure de l'UE plus efficace. » Aleksander Miksjuk, employé du Ministère des finances estonien, à propos de la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation dans les ports maritimes soutenue par la Suisse

L'équipement des forces de l'ordre et leur formation promeuvent la lutte contre la criminalité organisée et la corruption en Bulgarie, en Estonie, en Hongrie, en Roumanie, en Slovaquie et en République tchèque.
© DDC



Les autorités polonaises et slovaques sont mieux préparées aux situations de crise grâce à un équipement neuf et aux formations qu'elles ont suivies. © DDC



Renforcer la société civile ■

La contribution de la Suisse a servi à financer des projets visant à renforcer la société civile pour un total de 110 millions de francs. Ces projets ont contribué à améliorer les conditions de vie et ont favorisé la conclusion de partenariats avec des institutions helvétiques. La Suisse a soutenu plus de 1000 projets, auxquels elle a affecté des montants allant de 10 000 à 250 000 francs.



Organisations non gouvernementales: dans tous les pays sauf Malte, les organisations non gouvernementales ont pu demander le financement de projets en vue de renforcer la société civile. Les quelque 935 projets soutenus relèvent pour la plupart du domaine social et de la protection de l'environnement. Le volet social a notamment visé des groupes marginalisés, comme les enfants victimes de violences domestiques ou les personnes âgées vivant dans le besoin. D'autres projets étaient axés sur l'aide aux personnes physiquement ou mentalement handicapées et l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans le domaine de l'environnement, des projets portant sur l'éducation environnementale, l'agriculture biologique ou la protection des animaux, entre autres, ont bénéficié d'un financement. Conséquence de ces mesures, les prestations sociales ont gagné en qualité et la position des organisations non gouvernementales dans la société et vis-à-vis des institutions publiques a été consolidée.

Contribution aux États de l'UE-12 : 78,4 millions de francs.



Partenariats bilatéraux : les fonds de partenariat favorisent les échanges de connaissances et d'expériences entre les pays partenaires et la Suisse. La participation était ouverte aux communes, aux villes, aux fondations et aux associations. Environ 270 projets ont été mis en œuvre dans ce cadre en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en Slovénie et en République tchèque. Des partenariats fort utiles et durables ont été conclus dans les domaines les plus variés, comme la mobilité douce, la gestion des déchets, le renforcement de la démocratie, la culture, l'éducation environnementale dans les écoles ou l'intégration sociale des minorités.

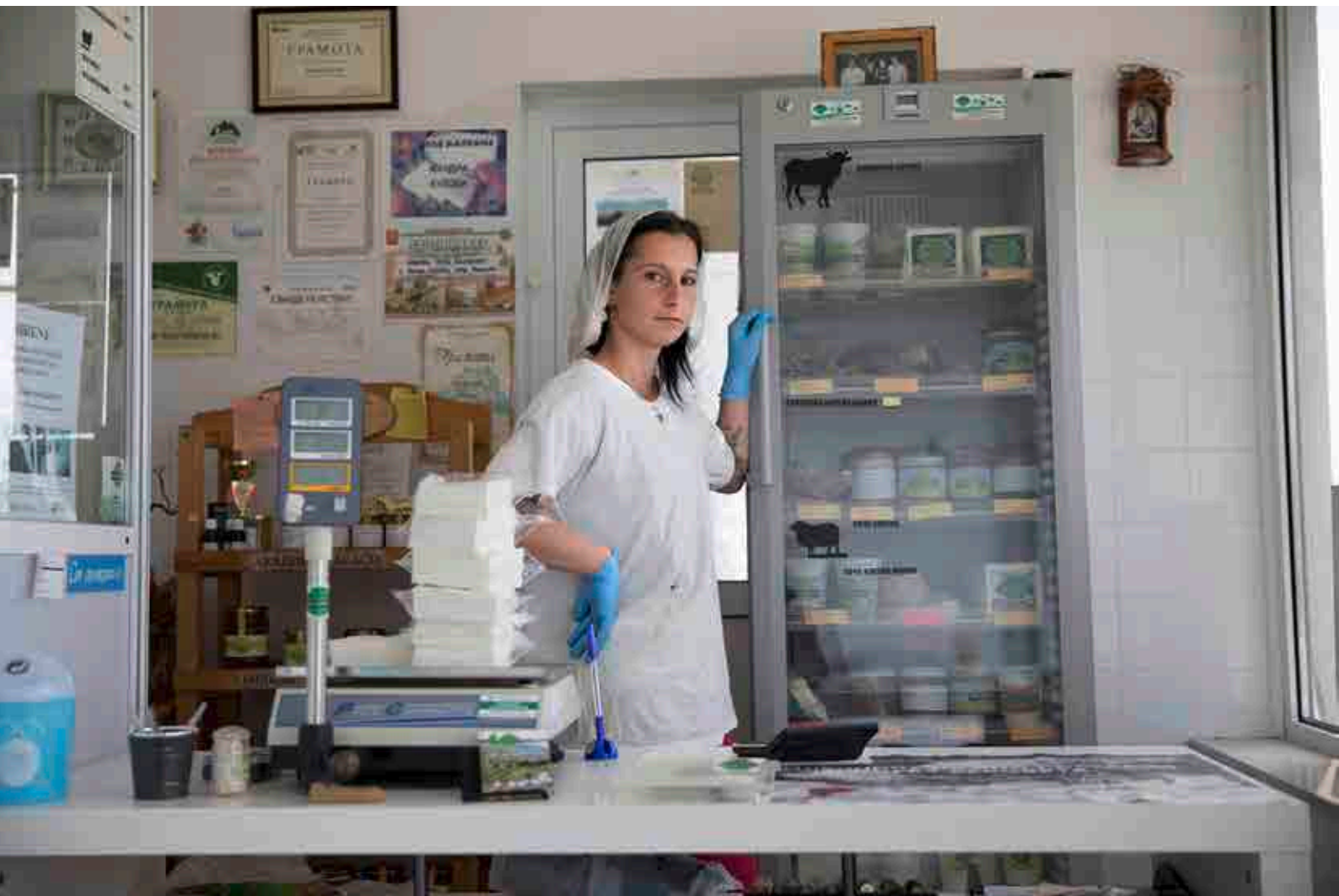
Contribution aux États de l'UE-12 : 31,6 millions de francs.

« L'Institut international des droits de l'enfant a trouvé fructueuse la démarche tchèque, qui préconisait de rassembler divers spécialistes pour développer une approche interdisciplinaire des droits de l'enfant. Il en est résulté un réseau de professionnels, précieux à la fois pour les institutions partenaires et pour l'encadrement d'enfants en danger. » Paola Riva Gapany, directrice de l'Institut international des droits de l'enfant, à propos d'un projet de partenariat helvético-tchèque

Les organisations non gouvernementales ont soutenu l'intégration sociale, scolaire et professionnelle de personnes handicapées en Roumanie. © DDC



La conclusion de partenariats entre organisations non gouvernementales bulgares et suisses a permis de promouvoir l'agriculture biologique, la production locale et le tourisme écologique, ce qui a débouché sur la création d'emplois et l'ouverture de nouvelles perspectives dans l'une des régions les plus pauvres de l'UE. © DDC



Intérêts suisses en jeu

À maints égards, la contribution à l'élargissement est dans l'intérêt de la Suisse.

Consolider les relations avec l'UE

L'élargissement de l'UE est synonyme de davantage de stabilité, de renforcement de la démocratie, d'accroissement de la prospérité et de promotion de la paix en Europe. Par sa contribution, la Suisse aide à atténuer les disparités économiques et sociales au sein de l'UE et participe ainsi solidairement aux coûts de l'élargissement.

Grâce à la contribution à l'élargissement, la Suisse consolide ses relations bilatérales non seulement avec les nouveaux États membres, mais encore avec l'UE tout entière. La contribution à l'élargissement fait partie de la politique européenne de la Suisse et assoit l'image de notre pays à l'étranger.

Exploiter les opportunités pour l'économie suisse

L'élargissement de l'UE s'est traduit par de nombreux avantages pour la Suisse, notamment d'importantes possibilités d'exportation et d'investissement. L'engagement de la Suisse améliore la visibilité et donc les opportunités des entreprises suisses lors de marchés publics, en particulier dans les appels d'offres lancés dans le cadre des fonds structurels et du Fonds de cohésion de l'UE. Une enquête réalisée par le truchement des ambassades de Suisse révèle que des entreprises helvétiques ont reçu plus de 580 commandes entre 2010 et 2015 pour un montant de quelque 2 milliards de francs dans le sillage des projets financés par l'UE dans les 13 pays partenaires. Étant donné que les entreprises ne sont pas tenues d'informer la Confédération des mandats qu'elles ont décrochés, cette enquête ne recense qu'une partie des mandats effectivement attribués.

La contribution à l'élargissement a également été source de retours directs. Environ 10 % des fonds engagés ont servi à rétribuer les entreprises, associations et universités suisses impliquées dans les programmes pour les prestations qu'elles ont fournies dans les pays partenaires.

Renforcer les partenariats

Plusieurs centaines de partenariats ont vu le jour entre des institutions des pays partenaires et la Suisse. Les partenaires suisses sont principalement des services fédéraux ou cantonaux, des communes, des villes, des fondations, des associations, des ONG ou des institutions de formation ou de recherche, qui sont autant de maillons du précieux réseau sur lequel notre pays peut s'appuyer en Europe. Cette coopération promeut les échanges de connaissances et d'expériences, ainsi que la présence de la Suisse en Europe.

Répondre aux enjeux transnationaux

Bon nombre de projets étaient dans l'intérêt de la Suisse sur le plan sécuritaire, puisqu'ils favorisaient par exemple la protection de la frontière extérieure de l'espace Schengen, la lutte contre la criminalité organisée ou l'intégration des migrants. La pollution de l'environnement ne fait pas non plus cas des frontières. Les projets suisses ont concouru à assainir des sites contaminés, à améliorer la qualité de l'air et des eaux et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Annexe : exemples de projets dans les États de l'UE-12

Des entreprises d'élimination spécialisées ont transféré les pesticides dans des fûts et les ont transportés jusqu'à des usines d'incinération strictement contrôlées.
© SECO



Élimination de pesticides en Bulgarie

Désamorcer un grave problème environnemental

En Bulgarie, la Suisse a contribué à l'élimination de pesticides toxiques datant de l'époque communiste. Ces produits aujourd'hui interdits étaient stockés dans des entrepôts qui menaçaient de tomber en ruine.

Plusieurs milliers de tonnes de résidus toxiques de pesticides et autres produits phytosanitaires aujourd'hui interdits étaient conservés dans plus de 200 entrepôts. Nombre de ces entrepôts étaient en mauvais état et représentaient une menace pour l'environnement proche et pour la santé de la population. L'ampleur de la pollution et des travaux liés à l'élimination de ces pesticides dangereux excédait les ressources financières et logistiques des communes concernées, pour la plupart rurales et disposant d'une faible capacité de financement. La Suisse a donc soutenu l'élimination de ces substances dans le respect de l'environnement.

Une procédure coûteuse

Pour être éliminés correctement, les pesticides ont dû être rassemblés, transportés et incinérés par des entreprises spécialisées dans le cadre d'une procédure coûteuse. Étant donné que la Bulgarie ne dispose pas d'usines d'incinération autorisées, l'élimination a eu lieu notamment en Suisse. Le transport à destination des usines d'incinération est soumis à des normes internationales strictes, qui requièrent que tous les pays de transit ainsi que le pays de destination délivrent une autorisation et effectuent des contrôles lors du franchissement des frontières.

Des experts financés par la Suisse ont été chargés d'assurer l'évacuation et le nettoyage corrects des entrepôts, ainsi que le conditionnement adéquat des pesticides à l'intérieur de ces locaux. Ils ont établi un constat de la situation à l'aide de photos au moment de l'ouverture des entrepôts et ont assisté au conditionnement, à la pesée et au chargement des pesticides. Afin d'éviter toute incitation à se débarrasser illégalement des produits toxiques, la Suisse n'a rémunéré les entreprises d'élimination que pour les déchets qui sont effectivement parvenus aux usines d'incinération. Au total, 3800 tonnes de pesticides ont ainsi pu être éliminées de manière respectueuse de l'environnement.

L'observation de l'évolution sédimentaire dans les régions côtières permet de prendre des mesures pour limiter les risques liés au changement climatique. © Arno Mikkor, Service national de coordination, Estonie



Surveillance de l'environnement en Estonie

La qualité de l'air et de l'eau au cœur de la démarche

La Suisse a fourni des appareils modernes aux stations de surveillance et laboratoires estoniens et financé la formation du personnel. L'Estonie dispose ainsi de données environnementales complètes et fiables sur l'eau, l'air, les rayonnements radioactifs et les dangers naturels.

Pays faiblement peuplé, l'Estonie recèle de vastes étendues de nature vierge. L'eau est omniprésente dans ce pays qui compte plus de 1500 îles et 1000 lacs. Le paysage se caractérise par de nombreux marécages, hautes tourbières et forêts.

Afin de préserver ces paysages naturels uniques, il est important de disposer de données environnementales fiables. Pour les autorités estoniennes, c'est la seule manière de prendre des décisions fondées en vue de protéger l'environnement. L'Estonie met la priorité sur la qualité de l'air et de l'eau, la protection contre les radiations et la prévention des catastrophes naturelles. C'est la raison pour laquelle la surveillance de l'environnement a été améliorée principalement dans ces secteurs.

Équipements modernes et formation continue

La Suisse a contribué à l'achat d'appareils de mesure et d'analyse modernes. Elle a également aidé à former le personnel à l'utilisation de ces appareils. Au total, elle a pris part à 11 projets de surveillance de l'environnement, parmi lesquels il convient de citer :

- › L'amélioration du réseau estonien de mesure de la qualité de l'air : grâce à de nouvelles méthodes et à des appareils d'analyse modernes, les polluants et les poussières fines peuvent mieux être mesurés. Il est dès lors possible de mettre au point des plans d'action visant à lutter contre la pollution de l'air dans les zones urbaines. Des experts suisses et estoniens ont réalisé conjointement une campagne de mesure ;
- › La livraison à l'Estonie, par une entreprise suisse, d'appareils permettant, par exemple, de localiser des terrains pollués ou de suivre le transport de matériaux dangereux au moyen de satellites ;
- › L'acquisition par des chercheurs, grâce à la contribution à l'élargissement, d'appareils permettant d'observer l'évolution sédimentaire dans les régions côtières et la qualité de l'eau de mer. Les données ainsi récoltées constituent le fondement de mesures ciblées de protection des eaux et de limitation des risques liés au changement climatique.

Des données environnementales fiables, complètes et rapidement disponibles

Grâce à la mise en œuvre de ces projets, l'Estonie peut mieux appliquer les prescriptions de l'UE en matière de surveillance de l'environnement et collecter des données fiables sur l'ensemble du territoire. Les coûts de la collecte des données ont diminué de 40 %.

Une campagne d'information a permis de sensibiliser plus de 20 000 enseignants et élèves aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.
© SECO



Promotion des énergies renouvelables en Slovénie

Le plus long mur antibruit doté de panneaux solaires en Slovénie

En Slovénie, l'énergie verte provenait récemment encore presque exclusivement de centrales hydroélectriques. Les choses ont toutefois changé : la Suisse a soutenu un vaste projet qui mise sur d'autres énergies renouvelables.

La Suisse a soutenu à hauteur de 3,68 millions de francs l'utilisation d'énergies renouvelables dans des communes de la région côtière de Primorska.

Énergie solaire et énergie produite à partir de la biomasse

Le projet comportait trois volets. Dans le premier, un tronçon de l'autoroute en direction de l'Italie a été doté d'un mur antibruit équipé de panneaux solaires sur 648 m. Avec cette installation photovoltaïque, qui est le plus long mur antibruit du pays à produire de l'énergie solaire, la localité de Šempeter couvre ses besoins en électricité pour l'ensemble de l'éclairage public.

Dans le deuxième volet, la Suisse a misé sur la biomasse en soutenant l'installation de 12 chauffages à copeaux de bois ou à pellets de production locale, qui couvrent aujourd'hui les besoins en énergie thermique de 29 bâtiments publics de manière économique et durable ; 12 de ces bâtiments ont en outre bénéficié d'un assainissement énergétique. Parmi ces bâtiments, on trouve des écoles et des crèches, qui regroupent près de 2000 enfants, et 2 centres d'information qui se situent dans le parc national du Triglav, accueillant 45 000 visiteurs par an. La transition vers la biomasse et les rénovations énergétiques permettent, dans les bâtiments concernés, de réduire les coûts de chauffage d'environ 50 % et la consommation énergétique de 30 %.

Campagne d'information

Le troisième volet a consisté en un travail d'information. Des écrans ont été mis en place dans le parc national du Triglav, dans les écoles et à proximité du mur antibruit doté de panneaux solaires ; ils diffusent en continu une information sur la production d'énergies renouvelables et la réduction des émissions de CO₂. Le grand public, les représentants de l'économie locale et quelque 20 000 enseignants et écoliers ont été sensibilisés par le biais de manifestations locales, de prospectus, de manuels, de l'internet et des médias. Une « maison de l'écologie » a été construite à Cerkno, qui sert de centre d'information autour des thèmes liés au développement durable pour l'ensemble des classes du pays. Au printemps 2015, un magazine économique réputé a désigné le projet comme le meilleur programme de formation écologique de toute la Slovénie.

La formation proposée par l'école professionnelle d'hôtellerie et de restauration de Bratislava prépare les apprentis au marché du travail. © DDC



Réforme du système de formation professionnelle en Slovaquie

Des débouchés professionnels pour les jeunes

La Suisse a soutenu la réforme du système de formation professionnelle slovaque. La promotion d'une collaboration entre les instituts de formation professionnelle, les fédérations interprofessionnelles et les unions patronales a permis de mieux adapter les programmes de formation professionnelle aux exigences du marché du travail. La Suisse a ainsi contribué à réduire le chômage des jeunes en Slovaquie.

Le système dual de formation est l'un des atouts de la Suisse. Grâce à l'association étroite de sa formation professionnelle au monde du travail, la Suisse compte un pourcentage élevé de main-d'œuvre qualifiée en comparaison européenne.

La formation pratique augmente les chances sur le marché du travail

Le chômage des jeunes est très élevé en Slovaquie. Au début du projet, il était supérieur à 30 %. Parallèlement, de nombreux secteurs économiques du pays déploraient le manque de personnel qualifié et le fait que le système de formation professionnelle ne soit pas axé davantage sur la pratique. Les écoles professionnelles n'adaptaient pas suffisamment leur programme de formation aux connaissances requises par les entreprises locales, et les formateurs ne prenaient pas assez en considération les prévisions concernant l'évolution du marché slovaque du travail. Il existait par conséquent des divergences entre les compétences acquises et les attentes des entreprises, ce qui a favorisé le taux de chômage élevé des jeunes.

Le projet a permis de réformer le système de formation professionnelle, en étroite collaboration avec l'Institut slovaque pour la formation professionnelle et l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle. La réforme a notamment consisté à créer des programmes de formation et des filières plus en adéquation avec le marché du travail, et à former du personnel enseignant pour les écoles professionnelles et des maîtres d'apprentissage dans les entreprises. Les avantages de la formation professionnelle ont en outre été promus dans tout le pays.

Bilan positif

En collaboration avec des écoles professionnelles, des associations professionnelles et des unions patronales, des programmes de formation ont été adaptés aux exigences du marché du travail dans les branches de la technique, de la chimie, de la boulangerie-confiserie, du verre, de la construction et de la coiffure. Les 440 jeunes qui ont achevé leur formation en 2017 ont par conséquent trouvé un emploi plus facilement et bénéficient ainsi de meilleures perspectives d'avenir.

Jalon important : réforme réussie

Grâce au succès de la réforme, le gouvernement slovaque a décidé de modifier la législation en se fondant sur l'expérience tirée du projet. En 2015, le Parlement slovaque a adopté une nouvelle loi sur la formation professionnelle, créant ainsi la base légale nationale du système dual de formation. La loi s'inspire en partie du modèle suisse. La réforme renforce la formation professionnelle duale en Slovaquie, ce qui contribue à réduire le chômage et à offrir aux jeunes de meilleures perspectives chez eux.

Une exploitation agricole située à Eleja, en Lettonie, a pu acquérir un nouveau véhicule et des semences grâce à un microcrédit. Elle occupe 8 membres d'une même famille. De plus, 4 ouvriers saisonniers peuvent être engagés pour les épauler. © SECO



Microcrédits pour microentreprises et indépendants en Lettonie

Des pistes pour échapper au chômage

Le taux de chômage a fortement augmenté en Lettonie du fait de la crise économique et financière. Le programme de microcrédit facilite l'accès des microentreprises et des indépendants aux crédits, ce qui permet de créer des emplois.

Après des années de boom, l'économie lettone s'est effondrée en 2008 à la suite de la crise économique et financière. L'activité économique du pays s'est contractée de 18 % en 2009 ; aucun autre pays de l'UE n'a connu une évolution aussi dramatique. Le taux de chômage est monté en flèche pour atteindre près de 20 % en 2010.

Pour contrer cette évolution, le gouvernement letton a décidé de faciliter l'accès des petites entreprises aux crédits par le biais de fonds publics. Environ trois quarts des entreprises lettones emploient en effet moins de 9 personnes. Avec sa contribution de 7,92 millions de francs, la Suisse a soutenu la création d'entreprises et, par conséquent, l'entrepreneuriat et le développement économique du pays.

Objectifs dépassés

L'objectif du programme était de créer 900 emplois grâce à l'octroi de 650 crédits. Cet objectif a été dépassé : grâce à la contribution suisse, plus de 1000 microcrédits ont été octroyés et plus de 2500 postes ont pu être créés ; 49 % des microcrédits ont été alloués dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture, 22 % dans le domaine des services, 15 % dans le secteur commercial et 10 % dans l'industrie manufacturière. La répartition régionale était équilibrée, et les régions périphériques ont également pu tirer profit du programme.

Une banque de développement au bénéfice de longues années d'expérience

La banque lettone de développement Altum a été chargée de la réalisation du projet. Elle a mis en place un fonds qui a servi à financer les crédits aux conditions suivantes :

- › Les travailleurs indépendants et les entreprises employant moins de 9 personnes pouvaient demander un crédit d'un montant maximal de 14 000 euros. À partir de 7000 euros, ils devaient apporter au minimum 10 % de fonds propres. Les intérêts s'inscrivaient dans une fourchette de 5 à 8 % par an ;
- › Les preneurs de crédit qui respectaient l'intégralité des clauses du contrat de crédit bénéficiaient d'une remise partielle du montant à rembourser. Ce montant était plafonné à 700 euros pour les preneurs de crédit provenant des grandes villes et à 1000 euros pour ceux des régions ;
- › 97,6 % des microcrédits ont été remboursés.

Le programme Santé en Lituanie a permis de réduire les taux de mortalité maternelle et infantile, et d'améliorer l'efficacité énergétique et le climat des locaux dans les maternités. © DDC/SECO



Efficacité énergétique, équipements modernes et personnel soignant qualifié en Lituanie

Santé de la mère et de l'enfant

Grâce au soutien de la Suisse, les conditions de prise en charge des mères et de leurs nouveau-nés se sont considérablement améliorées en Lituanie. La Suisse a financé des appareils médicaux modernes, des assainissements énergétiques et des formations continues dans 27 hôpitaux.

En dépit des énormes progrès réalisés dans le système de santé lituanien depuis le début des années 90, les taux de mortalité maternelle et infantile restaient supérieurs à la moyenne européenne en 2010. Le système de santé était bien organisé, mais les infrastructures et les équipements demeuraient insuffisants. Il y avait également un grand retard à combler dans le domaine de l'efficacité énergétique. La plupart des hôpitaux lituaniens ont été construits entre 1960 et 1980 selon les standards soviétiques de l'époque.

Réduction de la mortalité infantile et de la consommation énergétique

Aujourd'hui, les conditions des nouveau-nés et de leurs mères se sont nettement améliorées. Fait notable, la mortalité infantile a baissé de 80 % depuis 1992.

Concrètement, la contribution suisse a permis d'atteindre les résultats suivants :

- › 27 hôpitaux ont été équipés d'appareils médicaux modernes ;
- › Plus de 2300 soignants ont participé à des formations ;
- › 70 directives concernant le diagnostic et le traitement ont été mises au point en vue de standardiser et de systématiser les principaux tableaux cliniques ;
- › Des portes, des fenêtres, des toits et des murs ont été rénovés ou remplacés afin d'améliorer le climat des locaux dans les maternités et de réduire à la fois les coûts d'entretien et la consommation énergétique ;
- › Les dispositifs techniques ont été modernisés : chauffage, système d'approvisionnement en eau, installations électriques, ventilation et systèmes d'aération. L'installation de pompes à chaleur et de panneaux solaires permet l'utilisation d'énergies renouvelables.

Continuité du soutien

Cette initiative s'inscrit dans le droit fil de l'aide suisse aux pays en transition développée au cours des années 90. Lors de sa visite d'État à Berne en 2015, la présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė a déclaré que la collaboration de longue date mise en place avec la Suisse avait permis aux services de néonatalogie d'atteindre un niveau remarquable. Le programme a également permis d'établir un partenariat interhospitalier avec les Hôpitaux universitaires de Genève, et des entreprises suisses ont reçu des mandats totalisant 2,3 millions de francs.

La Rega forme des pilotes des services de sauvetage roumains pour des interventions plus sûres, plus efficaces et plus rapides. © DDC



Des services de sauvetage plus rapides en Roumanie

Le soutien apporté aux services de sauvetage roumains depuis 25 ans porte ses fruits

Voilà plus de 25 ans que la Suisse a commencé à apporter son aide à la Roumanie pour lui permettre de développer son dispositif de secours d'urgence. Les réalisations ont été nombreuses grâce à un financement conséquent, à la créativité et aux capacités novatrices de la Suisse.

Ces dernières années, le soutien fourni par la Suisse aux services d'urgence roumains n'a cessé d'évoluer. La variété des projets réalisés est importante : des centres de formation ont été créés pour le personnel médical, le cursus conduisant à l'obtention du titre de médecin urgentiste a été complètement revu et des formations visant une meilleure gestion de la prise en charge des urgences ont été dispensées. La Suisse a également financé des instruments de technique médicale et des formations à l'utilisation de ces outils. Ces longues années de collaboration ont permis à la Roumanie de mettre en place des réformes et des directives pour les services de secours d'urgence. Deux projets ont été mis en œuvre dans le cadre de la contribution à l'élargissement.

La Rega forme des pilotes des services de sauvetage aérien roumains

La Rega a formé le personnel de sauvetage aérien roumain dans les domaines suivants : nouvelles procédures de vol, communication, organisation, gestion de la sécurité et culture de l'organisation. Pour ne pas perdre de minutes cruciales lors d'accidents, les interventions d'urgence doivent être plus sûres, plus efficaces et plus rapides. Les futurs enseignants des services de sauvetage roumains ont dès lors participé aux formations continues médicales de la Rega. Ils ont par ailleurs suivi des modules d'entraînement dans un simulateur de vol du centre d'entraînement des forces aériennes suisses à l'aéroport militaire d'Emmen.

Apprendre par la simulation

Contrairement à l'apprentissage en école, la formation dispensée dans le centre de simulation capitalise sur l'expérience. Les participants se livrent, dans le scénario simulé, à une expérience concrète, importante dans la pratique clinique quotidienne. Grâce à la retransmission en direct, celles et ceux qui ne prennent pas part activement à l'exercice peuvent eux aussi vivre l'expérience. Les participants peuvent ensuite se voir à l'œuvre en visionnant après coup la vidéo. Les observations faites à cette occasion sont importantes pour les discussions en groupe et pour l'analyse : quelles réflexions, actions et processus ont fait leurs preuves et que pourrait-on changer ? Les formations par simulation sont particulièrement adaptées lorsqu'il s'agit de faire évoluer des routines établies.

La sécurité aux frontières a été renforcée en Pologne, où 90 % des gardes-frontières mobiles ont bénéficié de formations visant à approfondir leurs connaissances techniques. © DDC



Amélioration de la gestion des frontières et des flux migratoires en Pologne

Amélioration de la sécurité aux frontières et des mesures d'intégration

En Pologne, la Suisse a investi dans la modernisation des postes de douane aux frontières extérieures de l'UE ainsi que dans la formation et le perfectionnement des spécialistes de l'intégration et de la gestion des flux migratoires. Elle a ainsi permis d'améliorer l'efficacité du fonctionnement à la frontière est de l'espace Schengen et de pérenniser le processus d'intégration des migrants. Ces améliorations, importantes pour la Pologne et l'UE, contribuent également à accroître la sécurité en Suisse.

La Pologne a l'une des frontières extérieures de l'espace Schengen les plus longues de l'UE (près de 1200 km). Toutefois, les infrastructures des postes-frontières, souvent désuètes, nécessitent des rénovations, et l'efficacité des contrôles à la frontière en pâtit.

Augmentation de la sécurité aux frontières extérieures de l'UE

La contribution à l'élargissement a permis de moderniser les équipements aux frontières extérieures de l'espace Schengen. À la frontière avec la Biélorussie, 2 postes, l'un dédié au trafic automobile et l'autre au trafic ferroviaire, ont été rénovés et équipés de manière à répondre aux normes Schengen. Grâce aux investissements ciblés dans les infrastructures, il est dorénavant possible de procéder à des contrôles de denrées alimentaires et à des examens vétérinaires à ces postes-frontières. Malgré un trafic frontalier en forte hausse, les gardes-frontières peuvent désormais mieux remplir leurs tâches et lutter contre le trafic d'êtres humains et la contrebande de marchandises grâce aux contrôles et aux dédouanements efficaces. De plus, des séminaires de formation continue réunissant des gardes-frontières suisses et polonais ont permis un transfert de savoir et un échange d'expériences bénéfiques aux deux pays.

Amélioration de la gestion des flux migratoires

Ces dernières années, le nombre de migrants a augmenté en Pologne. La Suisse a épaulé ce pays dans l'amélioration de sa gestion de la migration. Au total, 72 institutions polonaises, dont 26 ONG et des associations de migrants, ont pu profiter de séminaires de formation continue concernant la gestion de la migration et de la diversité ainsi que de cours de culture polonaise.

La création d'une plateforme nationale sur la migration, destinée aux associations de la diaspora, aux ONG et aux services étatiques, a amélioré l'échange entre les différents acteurs, ce qui a permis aux services étatiques de mieux s'informer sur les attentes et les besoins des organisations concernées avant de rédiger des directives relatives à la migration. Ces mesures favorisent en outre le dialogue interculturel et permettent aux acteurs influençant le processus d'intégration d'avoir une meilleure compréhension des différents thèmes ayant trait à la migration.

Des ouvriers sécurisent les rives de la Tisza contre les crues. © DDC



Prévention et gestion des inondations dans le nord-est de la Hongrie

Protection contre les crues grâce au savoir-faire suisse

L'adaptation des plans d'urgence, des digues de secours facilement transportables et la stabilisation des murs de protection ont permis de réduire fortement les risques d'inondation dans le nord-est de la Hongrie. Des milliers de personnes seront ainsi mieux protégées contre les crues. L'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et une entreprise suisse ont été étroitement associées à la mise en œuvre du programme.

En raison du changement climatique et de l'activité humaine (défrichage, p. ex.), les risques de crues ont considérablement augmenté ces dernières années le long de la Tisza et d'autres rivières dans le nord-est de la Hongrie. Par conséquent, les inondations sont devenues plus fréquentes, causant des dommages importants. Par le biais de ses projets et en s'appuyant sur sa propre expérience en la matière, la Suisse a aidé les autorités hongroises à mettre en place des mesures pour prévenir les catastrophes dues aux crues.

Meilleure protection contre les inondations en situation d'urgence

Des prises de vue aériennes ont permis de collecter des données concernant la situation topographique et la végétation le long des rives de la Tisza proches de la frontière ukrainienne. Les plans d'urgence prévoyant des mesures de protection en cas de crue ont ensuite été actualisés sur la base de ces données, et les digues ont été contrôlées sur environ 120 km. Ce contrôle a été d'autant plus important qu'il n'existe pas de réservoir de sécurité du côté ukrainien de la rivière pour retenir l'eau en cas de fortes pluies. Les autorités hongroises ont en outre reçu des digues de protection mobiles, livrées par une entreprise suisse. Comme en Suisse, les autorités peuvent ainsi réagir rapidement en cas de montée du niveau des eaux et placer les digues mobiles dans les principales zones à risque.

Prévision fiable des crues

Par ailleurs, un modèle fiable de prévision des crues a été développé pour le bassin versant de la Tisza. Des experts suisses de l'EPFZ ont aidé à la conception de ce modèle de prévision complexe. Grâce également à un réseau de mesures hydrologiques (niveau des eaux, température et précipitations) et à des moyens de communication sûrs pour les décideurs en cas de crise, il est désormais possible de prendre plus rapidement les décisions qui s'imposent pour endiguer les crues.

Les 98 projets de partenariat entre la Suisse et la République tchèque ont permis des échanges d'ordre technique, par exemple sur le thème des transports. © DDC



Fonds de partenariat en République tchèque

Partenariats pour l'avenir

Un fonds de partenariat a encouragé 98 partenariats bilatéraux entre des institutions suisses et tchèques dans le but de promouvoir l'échange d'expériences, par exemple en matière de mobilité douce, de formation pédagogique ou de protection de l'environnement. Les partenariats aux niveaux local et national ont renforcé les relations bilatérales entre la Suisse et la République tchèque.

La Suisse dispose d'un niveau de connaissance élevé dans de nombreux domaines, comme la protection de l'environnement ou le social. Les organisations suisses peuvent ainsi contribuer grandement à des développements positifs dans les pays partenaires, qui manquent souvent de l'expérience nécessaire, principalement pour des raisons historiques. À titre d'exemple, la Suisse a soutenu en République tchèque la réalisation d'une étude sur le droit des enfants, qui a été prise en considération dans le cadre d'une modification législative et de l'élaboration du plan d'action national correspondant.

Partenariat pour la mobilité douce

Un autre projet illustre la diversité du portefeuille de projets de partenariat menés dans les pays partenaires. La Suisse a une grande expérience de la mobilité douce. La fondation SuisseMobile promeut le déplacement sans moteur en proposant une sélection d'itinéraires pour les amateurs de randonnée, de vélo, de roller et même de canoë. Le pendant tchèque de cette offre est le Greenway Programm, proposé par l'organisation Nadace Partnerstvi. Des visites réciproques ont fait émerger des idées sur la manière de transposer le modèle de SuisseMobile en République tchèque. L'une des offres prometteuses qui en ont découlé a été la mise en place de circuits de vélo pour promouvoir la mobilité douce en République tchèque, offre qui fait aujourd'hui l'objet d'un site internet géré par Greenway Programm.

Relations bilatérales renforcées

En République tchèque, bon nombre de partenariats ayant bénéficié de la contribution à l'élargissement se poursuivent au-delà de la période de contribution. Lukas Stadtherr, de SuisseMobile, le confirme : « La collaboration avec nos partenaires tchèques a été très motivante et a constitué une plus-value pour les deux parties. Les contacts ainsi établis ont été continuellement développés et sont maintenus, entre autres au sein du réseau européen EuroVelo. » Au total, 4,11 millions de francs ont été investis dans les 98 projets menés en République tchèque. Les partenaires étaient des fondations, des associations, des communes et des villes.

Impressum

Publication :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

3003 Berne

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Secrétariat d'État à l'économie SECO

3003 Berne

Mise en page :

Team Audiovisuel, Communication DFAE

Téléchargement :

www.contribution-elargissement.admin.ch (rubrique « Publications »)

Contact spécialisé :

Direction du développement et de la coopération DDC

Division Nouveaux États membres de l'UE

Freiburgstrasse 130

3003 Berne

Tél. +41 58 462 68 46

swiss-contribution@eda.admin.ch

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Secteur Contribution à l'élargissement/Cohésion

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Tél. +41 58 462 78 24

swiss-contribution@seco.admin.ch

www.contribution-elargissement.admin.ch

Berne, mai 2020 © DDC/SECO